

Questions orales

M. Oberle: Oui, vous vous y opposiez.

M. McCurdy: Prouvez-le moi. Ma question suivante s'adresse au même ministre.

Compte tenu du fait que l'on n'a pas encore démenti qu'il était question de réduire le financement des centres d'excellence nationaux et compte tenu des réductions prévues des fonds versés au CNRC et de la crise que cela provoque, devons-nous en déduire que le gouvernement a désormais pour politique, comme le suggère le rapport sur son initiative de la prospérité, de ne plus mettre l'accent sur la recherche et le développement—et je ne suis pas sûr que le ministre sait ce que c'est— mais plutôt de quémander, emprunter et voler des technologies d'autres pays?

Une telle action passera aux yeux de la plupart des gens et des scientifiques auxquels il aura l'occasion de parler comme une consigne pour la destruction de notre capacité de nous développer, sur le plan de la technologie ou des sciences.

L'hon. Tom Hockin (ministre des Sciences et ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Madame la Présidente, le député sait fort bien, même s'il n'aime pas qu'on le rappelle à la Chambre, que ce gouvernement, en tant que gestionnaire des fonds publics, a dû réduire les budgets d'un certain nombre de programmes.

Certains programmes ont été moins touchés que d'autres. C'est le cas, notamment, des subventions accordées aux provinces, aux groupes et aux particuliers, ainsi que des sommes versées aux autochtones. De même, les sciences et la technologie sont loin d'avoir été aussi touchées que d'autres secteurs par les réductions des dépenses du gouvernement fédéral. En fait, le gouvernement a toujours accordé une place primordiale aux sciences et à la technologie, et il continuera de le faire.

* * *

L'EMPLOI

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Madame la Présidente, ma question s'adresse au premier ministre suppléant.

Aujourd'hui, l'Université Carleton a encore une fois rappelé les Canadiens à la réalité en leur disant que le gouvernement était passé maître dans la politique de l'illusion. Les auteurs de *How Ottawa Spends* révèlent qu'avec ses tactiques déloyales, le gouvernement a, depuis 1986, dérobé sournoisement plus de 4 milliards de dollars aux enfants canadiens et à leurs familles.

Le ministre peut-il nous dire comment le gouvernement espère dissimuler la réalité aux jeunes qui n'ont jamais connu d'années aussi sombres en leur faisant de beaux discours du genre *Grandir ensemble*?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, cette publication

a, je crois, été rendue publique. C'est une publication intéressante qui traite des opérations gouvernementales de façon incomplète.

Il y est question en effet des dépenses, mais pas du tout des impôts ou des niveaux d'imposition. Il n'y est pas non plus question du revenu. Ni des problèmes que causent au Canada les déficits des provinces et le déficit du gouvernement fédéral, pas plus, du reste, que des autres problèmes qui existent dans notre pays.

J'aimerais faire remarquer—et je veux que ce soit clair—les changements qui se sont produits dans le domaine social au cours des neuf dernières années. Par exemple, les fonds pour la Sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti et le programme d'allocation au conjoint sont passés de 11,4 à 20,2 milliards de dollars, ce qui, pour cette période, représente une augmentation moyenne de 6,6 p. 100 par an au profit des personnes âgées. Le budget du Régime de pensions du Canada est passé de 4,2 à 14,6 milliards de dollars, une augmentation annuelle de 14,8 p. 100. Les prestations pour enfants sont passées quant à elles de 3,9 à 5,1 milliards de dollars, une augmentation moyenne de 3 p. 100 par an au cours des neuf dernières années.

Je pourrais citer bien d'autres exemples. Peut-être pourrai-je le faire si la députée a une question supplémentaire à me poser.

Mme Albina Guarnieri (Mississauga-Est): Madame la Présidente, ce doit être de nouveau le jour de la marmotte, parce que le gouvernement ne voit pas son ombre impudente.

Ce gouvernement porte déjà le bonnet d'âne dans le Groupe des Sept sur la question du chômage, mais nous avons appris aujourd'hui que notre taux de chômage démesuré ne tient pas compte du fait que 16 p. 100 des travailleurs canadiens cherchent du travail à plein temps sans en trouver, ce qui nous donne un nombre record de travailleurs à temps partiel.

Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration peut-il expliquer aux Canadiens qui ne réussissent pas à trouver du travail à plein temps, qui sont plus de deux millions, pourquoi son gouvernement ne fait rien en matière de création d'emplois?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Madame la Présidente, je comprends pourquoi la députée ne pose qu'une question toutes les deux semaines. Manifestement, il lui faut tout ce temps pour réussir à la rédiger.

Des voix: Oh, oh!

• (1435)

M. McDermid: La députée peut être amusante, mais moi aussi.